

« Liste Lutte ouvrière soutenue par Arlette Laguiller », conduite en région Languedoc-Roussillon par Liberto PLANA

En réponse à l'Appel « Alimentons les régions »

Nous partageons sans doute l'essentiel de vos préoccupations concernant la précarisation et la paupérisation des petits agriculteurs au profit des grandes exploitations capitalistes, des industriels de l'agroalimentaire, de la Grande Distribution, voire des promoteurs immobiliers.

Nous dénonçons aussi comme vous le drame que représente l'absence de perspectives professionnelles et donc d'avenir pour une grande partie de la jeunesse issue des milieux populaires.

Cette situation résulte de toute l'organisation économique de la société, une organisation qui fait qu'une poignée de capitalistes décident de tout en fonction de leurs seuls intérêts, au détriment de l'emploi, des conditions de travail et de vie, et de l'avenir de toute la population. Au détriment aussi de l'environnement et de la qualité de vie et d'alimentation de cette population, confrontée de plus en plus aux difficultés économiques.

Nous ne vous donnerons pas de catalogue de « solutions concrètes avec des objectifs chiffrés » dont nous pensons que vous n'aurez pas la naïveté de croire qu'elles engagent d'une quelconque façon ceux qui les avancent en période électorale.

Car le véritable pouvoir n'est pas là, ni à la Région, ni même au Parlement ou au gouvernement. Le véritable pouvoir, dans l'agriculture comme ailleurs, ce sont les capitalistes de ce secteur de l'agroalimentaire et de la Grande Distribution, ou encore les banques qui sont autour, qui l'exercent.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière milite, dans ces élections, comme au quotidien, pour que se préparent les conditions d'une lutte sociale d'ampleur qui seule pourra imposer les changements nécessaires. C'est-à-dire imposer aux dirigeants économiques (les capitalistes actionnaires des banques et des grandes entreprises) et à leurs serviteurs en politique à tous les niveaux, de mettre fin au pillage de la société au profit d'une minorité de nantis.

C'est pour nous la seule façon sérieuse et sincère d'envisager de trouver un jour une solution aux problèmes sociaux et environnementaux que vous soulevez avec raison.

Madame, Monsieur le candidat,

L'appel « *Alimentons les régions* » lancé à l'initiative de Minga, Nature & Progrès, et Frères des Hommes, soutenu par un large réseau d'organisations et de personnalités vise à vous alerter sur les dangers de :

- la dégradation de la qualité de notre alimentation et de l'environnement (pollution de l'eau et des sols, dépendance du pétrole et de l'extérieur, destruction des sols)
- la diminution progressive, mais rapide, des terres arables et des exploitations agricoles
- la chute du nombre d'agriculteurs et leur précarisation
- la défaillance des systèmes de régulation, qui censés favoriser l'installation des jeunes, favorisent l'agrandissement des exploitations et la spéculation foncière
- l'incapacité à répondre à une demande de jeunes de plus en plus nombreux, qui, sensibilisés depuis leur enfance à l'écologie et conscients que ni l'industrie, ni les services ne leur ouvrent d'avenir professionnel, souhaitent exercer des métiers dans l'agro-écologie et l'alimentation saine.

Faire de la question alimentaire une priorité, c'est :

- élaborer un plan Emploi régional pour l'installation paysanne, articulé notamment sur des processus d'apprentissage (initial ou continu), de recherche, de formation et d'accompagnement pour promouvoir les projets de petite taille et les techniques de culture agro-écologique, pour répondre entre autres aux besoins de la restauration collective (hôpitaux, maisons de retraite, cantines,..)
- une politique foncière ambitieuse pour protéger et développer la production alimentaire, en priorité en périphérie urbaine
- un comité de suivi citoyen pour apprécier l'avancée de ce plan tout le long de la mandature (veille citoyenne).

L'importance des problèmes écologiques et de ceux posés par le chômage, notamment chez les jeunes, nous dicte cette démarche pour que ces problèmes soient pris en compte et que vous proposiez **des solutions concrètes avec des objectifs chiffrés** pour la mandature à celles et à ceux dont vous solliciterez les suffrages.